



CONVENTION SUR LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Distr.
GENERALE

UNEP/CBD/ICCP/3/7/Add.1
22 mars 2002

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE INTERGOUVERNEMENTAL POUR LE
PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PREVENTION
DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Troisième réunion

La Haye, 22-26 avril 2002

Point 4.1.5 de l'ordre du jour provisoire*

MANIPULATION, TRANSPORT, EMBALLAGE ET IDENTIFICATION D'ORGANISMES VIVANTS MODIFIES (ARTICLE 18)

Addendum

RAPPORT DE LA REUNION DES EXPERTS TECHNIQUES SUR LES CONDITIONS DU PARAGRAPHE 2 (a) DE L'ARTICLE 18 DU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PREVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

INTRODUCTION

A. Contexte

1. Lors de sa deuxième réunion à Nairobi, Kenya, du 1^{er} au 5 octobre 2001, le Comité intergouvernemental pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (CIPC) a recommandé une série d'actions relatives au paragraphe 2 de l'Article 18 en vue de faciliter la réalisation des conditions énoncées dans ce paragraphe une fois le Protocole entré en vigueur. Le Comité intergouvernemental a invité, entre autres, les Parties à la Convention, les Gouvernements et les organisations internationales compétentes à communiquer au Secrétaire exécutif leurs points de vue et des informations sur:

(a) L'application adéquate de la condition énoncée à la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, au moment de l'entrée en vigueur du Protocole; et

(b) Les conditions de chacun des éléments du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 du Protocole.

2. Le CIPC a également demandé au Secrétaire exécutif de préparer un rapport de synthèse résumant les points de vue et les informations et convoquer une réunion d'experts techniques ayant un large éventail de spécialités couvrant tous les aspects et les disciplines intéressant directement l'application du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, en tenant compte des critères de représentation régionale équilibrée, de transparence et de l'approche graduelle.

* UNEP/CBD/ICCP/3/1.

3. Ainsi, et grâce aux contributions financières généreuses des Gouvernements du Canada, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique et de Suisse, une réunion des experts techniques a été tenue dans les locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) à Montréal, du 18 au 20 mars 2002.

B. Présence

4. Les participants à cette Réunion ont été sélectionnés parmi les experts désignés par les Gouvernements provenant de chacune des régions géographiques afin de garantir une répartition géographique équilibrée. En outre, des représentants d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, et des parties prenantes ont été invités à participer.

5. La Réunion a vu la participation d'experts nommés par les Gouvernements suivants: Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Australie, Belarus, Brésil, Cameroun, Canada, Croatie, République démocratique du Congo, Cuba, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Ghana, Honduras, Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Laos (République démocratique et populaire du), Mexique, Mozambique, Namibie, Népal, Niger, Nigeria, Norvège, Pakistan, Palau, Pologne, République de Corée, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Tunisie, République unie de Tanzanie, Venezuela et le Vietnam.

6. Un représentant de la Communauté européenne y a également participé.

7. Des représentants des organisations intergouvernementales et non gouvernementales suivantes et d'autres parties prenantes ont également pris part à la Réunion:

(c) *Organisations intergouvernementales*: Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE)

(d) *Organisations non gouvernementales et d'autres parties prenantes*: Coalition internationale du commerce des céréales, Coalition transnationale de l'industrie; Fédération internationale du commerce des semences (FIS/ASSINSEL); SOLAGRAL; Réseau Tiers Monde et Greenpeace International.

POINT 1. OUVERTURE DE LA REUNION

8. La réunion a été ouverte par M. Hamdallah Zedan, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, à 10:00 heures le lundi, 18 mars 2002.

9. Dans son allocution d'ouverture, M. Zedan avait souhaité la bienvenue aux participants à la réunion et exprimé sa gratitude aux Gouvernements du Canada, d'Espagne, de Suisse et des Etats-Unis d'Amérique pour leur soutien aux participants des pays en développement ainsi qu'au Gouvernement du Canada pour avoir accueilli la Réunion. Il a ensuite relevé que cette réunion a été organisée, sur demande du CIPC, afin d'examiner l'application adéquate des conditions énoncées à la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, ainsi que les conditions de chacun des éléments de ce même paragraphe. Il a réitéré que les recommandations qui émaneront de cette réunion contribueraient substantiellement aux préparations nécessaires à l'application des conditions de l'Article 18 dès l'entrée en vigueur du Protocole.

10. Une allocution d'ouverture a été également prononcée par M. Barry Stemshorn, Vice-ministre de l'Environnement du Canada.

11. Dans son intervention, M. Stemshorn a souhaité la bienvenue à Montréal à tous les participants et a remercié le Secrétariat pour l'excellente préparation de la Réunion. Il a ensuite rappelé le Préambule du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et a souligné que les accords commerciaux et environnementaux devaient se soutenir mutuellement pour garantir un développement durable. M. Stemshorn a estimé que l'énoncé préambulaire constituait probablement la meilleure déclaration de la mission de cette réunion d'experts qui, avec les thèmes du développement des capacités et du développement des systèmes, a déblayé le terrain dans la voie du grand défi que la réunion aura à relever.

POINT 2. QUESTIONS D'ORGANISATION

2.1. Election du Bureau

12. A la séance d'ouverture de la Réunion, le 18 mars 2002, les participants ont appuyé la nomination des membres ci-dessous au Bureau de la Réunion:

Présidence: M. Desmond Mahon (Canada)

Coprésidence: Mme Audia Barnett (Jamaïque)

Rapporteur: Mme Nevenka Preradovic (Croatie)

2.2. Adoption de l'ordre du jour

13. La Réunion a adopté l'ordre du jour suivant sur la base de l'ordre du jour provisoire diffusé sous la cote UNEP/CBD/BS/TE-18.2a/1/1.

1. Ouverture de la réunion.
2. Questions d'organisation:
 - 2.1 Election du Bureau;
 - 2.2 Adoption de l'ordre du jour;
 - 2.3 Organisation des travaux
3. Examen des points de vue et des informations pertinentes sur les conditions énoncées au paragraphe 2 (a) de l'Article 18 du Protocole:
 - 3.1. Examen des modalités d'application des conditions énoncées à la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 au moment de l'entrée en vigueur du Protocole;
 - 3.2. Examen de l'identification des questions qu'il y aura lieu de traiter après l'entrée en vigueur du Protocole, en préparation à la décision prévue au paragraphe 2 (a) de l'Article 18.
4. Recommandations.
5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport.
7. Clôture de la réunion.

2.3. Organisation des travaux

14. A l'issue des débats, la Réunion a convenu d'examiner les points de l'ordre du jour dans l'ordre habituel et de procéder à un débat général sur le point 3, en plénière. Il a été décidé de ne pas se répartir en deux groupes distincts pour étudier les points 3.1 et 3.2 de l'ordre du jour sauf si une telle organisation s'avérait nécessaire.

POINT 3. EXAMEN DES POINTS DE VUE ET DES INFORMATIONS PERTINENTES SUR LES CONDITIONS ENONCEES AU PARAGRAPHE 2 (a) DE L'ARTICLE 18 DU PROTOCOLE

15. Le point 3 de l'ordre du jour a été traité en plénière à la première session, le lundi 18 mars 2002.

16. Un représentant du Secrétariat a présenté la note du Secrétaire exécutif (UNEP/CBD/BS/TE-18.2a/1/2). Il a expliqué que la section II de cette note contient une synthèse des points de vue et des informations sur l'approche à adopter par rapport aux conditions énoncées au paragraphe 2 (a) de l'Article 18. Il a remarqué que la note contenait, en outre, des informations sur les pratiques, règles et normes actuelles intéressant le paragraphe 2 (a) de l'Article 18. Hormis des cas particuliers où des

informations nouvelles ou actualisées ont été ajoutées, toutes les informations sur les pratiques, règles et normes actuelles figurant à la section III de la note ont été communiquées par les Parties, les Gouvernements et les organisations internationales compétentes, avant d'être résumées dans la perspective de la seconde réunion du CIPC. La section IV de la note contient une liste de certaines des principales questions tirées des communications reçues, destinées à aider les participants à axer leurs débats. En fin, l'orateur a expliqué que des recommandations à caractère général ont été proposées dans la section V, pour qu'elles soient examinées par les participants. Le représentant du Secrétariat a terminé son intervention en expliquant que le texte intégral des communications provenant des Parties, des Gouvernements et des organisations internationales compétentes a été diffusé comme document d'information sous la cote UNEP/CBD/BS/TE-18.2a/INF/1.

17. La Présidence a remercié le Secrétariat et demandé aux participants de faire part de leurs observations générales sur les éléments intervenant dans l'examen des deux phrases du paragraphe 2 (a) de l'Article 18.

18. Des discours liminaires ont été prononcés par les experts d'Argentine, Australie, Brésil, Canada, Egypte, des Etats-Unis d'Amérique, Inde, Jamaïque, Namibie, Nigeria, Norvège, République de Corée, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Tunisie ainsi que par un représentant de la Coalition internationale sur le commerce des céréales.

19. Les interventions ont relevé les points saillants suivants:

(a) Si une expédition est réputée contenir des organismes vivants modifiés (OVM), il faudra décrire la nature de ces OVM;

(b) Il y a lieu de distinguer entre les expéditions contenant des OVM et celles qui n'en contiennent pas;

(c) Les OVM destinés à l'alimentation humaine et animale ou à être transformés (AHAT) sont considérés comme des denrées;

(d) Qu'il existe un lien évident entre le paragraphe 2 (a) et le paragraphe 2 (c) de l'Article 18;

(e) Qu'il existe un lien entre le paragraphe 2 (a) et l'Article 11 du Protocole;

(f) Que les OVM-AHAT ont été déjà approuvés pour introduction intentionnelle dans l'environnement;

(g) Qu'il était nécessaire de respecter le libellé du paragraphe 2 (a);

(h) Que s'il s'avère qu'une expédition contient des OVM, il n'y a pas de raison de ne pas en faire mention dans la documentation d'accompagnement;

(i) Qu'il était nécessaire d'identifier les OVM pour permettre à la Partie importatrice de les identifier et d'effectuer une opération de vérification et d'inspection des contenus de l'expédition;

(j) Qu'une telle opération de vérification était inutile puisqu'une évaluation de risque aura été déjà effectuée;

(k) Qu'il était nécessaire d'avoir un identificateur unique lié au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques (BCH) pour accomplir cette action;

(l) Que l'expression "peuvent contenir" pourrait s'avérer trop vague;

(m) Que l'emploi de l'expression "peuvent contenir" pourrait déformer la nature d'une expédition d'OVM;

(n) Que pour éviter cette présentation déformée, il devrait y avoir un seuil-limite pour qu'un pays en développement puisse effectuer l'évaluation de risque aux termes du paragraphe 6 de l'Article 11;

(o) Que les produits en vrac sont couverts par l'étude du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, contrairement à l'Article 11;

(p) Qu'il était nécessaire de protéger la biodiversité tout en permettant le mouvement des marchandises aux coûts les moins élevés;

(q) Que le mouvement transfrontières des céréales se fait sur une grande échelle et que ce commerce est vital pour satisfaire les besoins alimentaires de la planète.

20. La Présidence a remercié les participants pour leurs interventions générales. Le Président de la réunion a fait remarquer qu'il était nécessaire de traiter certaines de ces questions d'une manière prudente et graduelle.

21. Des déclarations ont été également faites par des experts d'Argentine, Australie, République islamique d'Iran, Jamaïque, Norvège, la République unie de Tanzanie ainsi que par un représentant de la Coalition internationale du commerce des céréales.

22. Les intervenants ont soulevé les questions suivantes:

(a) Qu'il était nécessaire de définir un seuil relativement bas d'OVM pour assurer la protection de la biodiversité;

(b) Que les marchandises en vrac sont passées aux spécifications d'une certaine catégorie;

(c) Qu'il ne peut y avoir de tolérance zéro pour les expéditions en vrac;

(d) Que même un seuil de 5% de matériel accidentel entraînerait des coûts élevés;

(e) Qu'il était nécessaire de définir des seuils appropriés;

(f) Que les marchandises livrées à une fin déterminée, pour l'alimentation humaine et animale ou la transformation, sont souvent destinées à d'autres fins, comme la plantation;

(g) Que l'identification "peuvent contenir" des organismes vivants modifiés devrait pouvoir figurer dans la facture commerciale;

(h) Que la décision d'utiliser une facture commerciale devrait d'abord déterminer si la facture était liée à un identificateur unique et au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;

(i) Que les documents devraient être clairs, simples et sans ambiguïté;

(j) Qu'il était nécessaire de déclarer les contenus de l'OVM pour que les exportateurs soient en règle par rapport à la législation nationale de l'importateur;

(k) Que les documents devraient être faciles à exploiter pour ceux à qui ils sont destinés;

(l) Que si des documents commerciaux sont utilisés, ils devraient indiquer quels OVM sont présents dans l'expédition et que telle déclaration doit être conforme à un code harmonisé avec un lien au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques.

23. Le Président de la Réunion a relevé que la discussion avait permis de soulever de nombreuses questions. Il a remarqué que l'information que l'on propose d'inclure dans les documents d'expédition a été fournie directement par le Protocole, bien que cette information ait besoin d'être affinée par le CIPC ou la Conférence des Parties.

24. D'autres déclarations ont été faites par les experts des pays suivants : Brésil, Cuba, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Commission européenne, France, Ghana, Inde, la République islamique d'Iran, Mexique, Namibie, Norvège, Palau, Suisse, la République unie de Tanzanie et la Tunisie ainsi que par les représentants de la Coalition internationale du commerce des céréales et du Réseau Tiers Monde.

25. Les points supplémentaires suivants ont été exprimés:

- (a) Que le transbordement de cargaisons transportées en vrac signifiait qu'il était impossible de garantir la pureté des marchandises;
- (b) Que dans le cas du transbordement de cargaisons en vrac, si tous les OVM, y compris ceux présents accidentellement, devaient être identifiés et nommés, tous les pays qui suivent dans la chaîne de transport auraient la responsabilité de veiller à l'exactitude des descriptions des cargaisons qui quittent leurs frontières;
- (c) Que la description des contenus d'une cargaison est utile, non seulement pour les autorités portuaires mais aussi pour les autorités nationales compétentes;
- (d) Que l'environnement ne devrait pas soutenir le commerce mais plutôt que le commerce et l'environnement se soutiennent mutuellement;
- (e) Que les coûts commerciaux ne devraient pas être externalisés ou imputés à l'environnement;
- (f) Que les coûts ne devraient pas être imputés aux petits producteurs au risque de leur ôter toute compétitivité commerciale;
- (g) Que ceux qui ne peuvent pas se permettre des semences certifiées devraient pouvoir avoir accès aux OVM destinées à l'AHAT;
- (h) Que les OVM-AHAT sont en circulation depuis huit ans;
- (i) Que si des informations détaillées étaient exigées dans les documents d'expédition pour tous les OVM, y compris ceux présents accidentellement, tous les pays devraient remplir cette exigence et supporter les coûts en rapport;
- (j) Que toute autre condition supplémentaire d'une description d'OVM constituerait un fardeau et saturerait la capacité du système de commerce en vrac;
- (k) Qu'il était possible de garantir un seuil de pureté raisonnable dans les cargaisons de céréales;
- (l) Que les documents se devaient d'être à la fois clairs et simples mais devraient comprendre la mention que l'AHAT n'était pas destinée à être libérée dans l'environnement;
- (m) Qu'aucune information supplémentaire n'était requise puisque cette information existait déjà dans le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (n) Que telle information était exigée pour les OVM-AHAT susceptibles de s'échapper et se propager dans l'environnement;
- (o) Que l'OVM est une réalité avec laquelle les grands exportateurs doivent faire;
- (p) Qu'il était nécessaire de débattre des réalités opérationnelles eu égard à l'entrée en vigueur du Protocole dans six mois;
- (q) Qu'en raison de la variété de documents utilisés, c'est la facture commerciale qui accompagne toujours la cargaison qui devrait être utilisée;
- (r) Qu'il restait à déterminer si la facture commerciale représentait le meilleur choix de documentation;
- (s) Que l'emploi généralisé de l'expression "peuvent contenir" des OVM était trop vague;
- (t) Qu'il devait revenir à l'exportateur et au cultivateur d'identifier l'OVM, si l'Article 11 était appliqué;
- (u) Que l'expression "peuvent contenir" était utile si l'on se concentrait sur l'objectif de la cargaison;

(v) Que des recommandations devaient être faites au CIPC et que les recommandations de la semaine précédente pouvaient constituer un point de départ.

26. Le Président a fait remarquer que de nombreuses idées ont été avancées sur: la première phrase du paragraphe 2 (a), la deuxième phrase du paragraphe 2 (a), l'Article 11 du Protocole et les discussions de la semaine précédente. Il a remercié les participants pour leurs contributions puis a suggéré que la Réunion poursuive la discussion sur les éléments essentiels de la première phrase et proposé aux participants d'attendre, pour débattre dans le détail les éléments appropriés pour la seconde phrase, jusqu'à ce qu'un consensus ait été dégagé sur la première phrase.

27. A l'entame de la seconde session plénière, la Présidence de la réunion a résumé les travaux de la première session. Le Président a noté que la question de la documentation a été débattue et qu'il se dégageait un consensus général sur l'emploi des formulaires existants de la documentation accompagnant les expéditions, à l'exemple des factures commerciales, sachant que nous pourrions devoir revisiter ce point à la lumière d'autres observations et remarques qui pourraient être faites. Il a remarqué aussi que la question des coordonnées à contacter n'avait pas été soulevée et que la condition prévoyant une mention dans le document stipulant que la cargaison "pourrait contenir des OVM" devait être traitée puisqu'une annonce à cet effet, quelle qu'en soit la forme, devrait de toutes les façons apparaître dans les documents. Il a ensuite proposé aux participants de traiter les deux premiers points avant de passer, plus tard, à la question centrale qui consiste à déterminer ce que l'expression "peuvent contenir" pourrait signifier.

Documents devant accompagner les OVM destinés à l'alimentation humaine et animale ou à la transformation

28. Des déclarations ont été faites par des experts d'Australie, de la Communauté européenne, de la Namibie et de la Norvège ainsi que par des représentants de la Coalition internationale du commerce des céréales et du Réseau Tiers Monde.

29. Les intervenants ont soulevé les points suivants:

(a) Que les factures commerciales pourraient être utilisées pendant que l'on étudie la nécessité de formuler une documentation autonome;

(b) Que l'utilisation d'un document commercial dépendra de la création d'un identificateur unique;

(c) Que la documentation commerciale n'était pas inspectée par les autorités nationales ou qu'elle n'était pas soumise au contrôle du Protocole de Cartagena;

(d) Qu'à ce jour, aucun identificateur unique n'existe de manière opérationnelle ;

(e) Que l'utilisation de la documentation était la seule solution actuellement disponible;

(f) Que si la Conférence des Parties revenait, plus tard, sur cette question, elle irait à contre-courant du système de documentation actuellement en place;

(g) Qu'il existait un certain nombre de certificats dans le commerce international, mais que le seul document qui accompagne toujours et systématiquement les cargaisons de marchandises est la facture commerciale;

(h) Que le Secrétariat était en contact avec les organisations internationales compétentes au sujet de leurs systèmes de documentation;

(i) Que si le Protocole a donné lieu à des obligations entre les Parties, la facture commerciale n'engageait que l'exportateur et l'importateur.

Coordonnées à contacter (Contact)

30. La Présidence de la réunion a ensuite demandé aux participants de se pencher sur le second élément de la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, relatif aux Coordonnées à contacter. Un participant a suggéré que la Réunion adopte une formulation conforme à la recommandation, sur cette

question, qui a été approuvée par la Deuxième réunion des experts sur les paragraphes 2 (b) et 2 (c) de l'Article 18. Le Président a alors prié le Secrétariat de lire aux participants la recommandation visée.

31. Des interventions ont été faites par des experts d'Australie, Brésil, Canada, Equateur, France, Allemagne, Ghana, Inde, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Namibie, Norvège, Palau, Pakistan, Suisse, Tunisie et des Etats-Unis d'Amérique ainsi que par des représentants du Réseau Tiers Monde et de Greenpeace International.

32. Les intervenants ont soulevé les points suivants:

- (a) Que le Contact devrait être l'exportateur;
- (b) Que le Contact pourrait être l'exportateur, l'importateur ou toute autre personne suffisamment informée sur l'expédition;
- (c) Que la question la plus fondamentale n'était pas de déterminer la personne mais plutôt de savoir quelle personne détient les plus grandes informations/connaissances au sujet de l'expédition;
- (d) Que la personne ou l'institution qui possède les meilleures informations soit le Contact;
- (e) Que le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques pourrait être un Contact;
- (f) Qu'il pourrait y avoir plusieurs Contacts;
- (g) Que l'exportateur et l'autorité compétente devraient être des contacts;
- (h) Qu'étant donné que la facture contient les coordonnées de l'exportateur et de l'importateur, le meilleur contact ne peut être que les parties impliquées directement dans l'expédition;
- (i) Que le Contact devrait être lié aux éléments figurant dans la documentation, autrement il serait vague;
- (j) Que le Contact devrait permettre d'aboutir à des informations au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (k) Que le paragraphe 2 (a) concernait les produits et le commerce et que, de ce fait, les factures commerciales représentaient les documents les plus indiqués et faisaient référence à l'importateur et à l'exportateur;
- (l) Que le principal contact devrait être l'exportateur, avec une autorité compétente comme contact secondaire;
- (m) Qu'une référence aux autorités nationales en tant que contact permettrait de pallier l'inconvénient de l'utilisation des factures commerciales;
- (n) Que le libellé du paragraphe 2 (a) ne fait aucune allusion à la certification ou aux autorités compétentes;
- (o) Que les pays en développement n'avaient pas toujours un accès facile aux données du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (p) Que le Contact devrait être facile à contacter en cas d'urgence;
- (q) Que le Contact devait être une personne impliquée directement dans l'expédition, ce qui est le cas de l'exportateur ou de l'importateur, sinon il reviendrait à parler de licence d'importation;
- (r) Qu'un contact signifiait une autorité nationale;
- (s) Que les pays avaient besoin d'un maximum d'informations pour pouvoir prendre des décisions informées sur l'importation des OVM-AHAT;
- (t) Que la référence à un contact devrait être interprétée dans l'esprit de l'Article 11 et de l'Annexe II du Protocole;

(u) Qu'il était indispensable d'avoir une information fiable et que l'exportateur et l'importateur étaient les mieux placés pour fournir une telle information.

33. La Présidence de la réunion a noté que si le texte de la disposition exigeait un Contact, il s'agissait aussi de savoir s'il était possible d'avoir un Contact principal et un contact secondaire à la fois. Le Président a ensuite demandé aux participants d'entamer la discussion sur la mention qu'une expédition "peuv(en)t contenir" des organismes vivants modifiés. Dans cette optique, il a demandé aux participants de réfléchir au scénario d'une cargaison composée entièrement d'organismes vivants modifiés.

Identification des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés

34. Des déclarations ont été faites par des experts d'Argentine, Australie, Brésil, Cameroun, Canada, Croatie, Danemark, Egypte, Communauté européenne, France, Ghana, Allemagne, Inde, Iran (République islamique d'), Italie, Jamaïque, Kenya, Mexique, Namibie, Nigeria, Norvège, Pakistan, Palau, Pologne, la République de Corée; Suède; Suisse, Tunisie, Etats-Unis d'Amérique et du Vietnam ainsi que par des représentants de la Coalition internationale du commerce des céréales, de la Coalition transnationale de l'industrie, du Réseau Tiers Monde et de Greenpeace International.

35. Les intervenants ont soulevé les points suivants:

- (a) Qu'il était nécessaire de prendre en considération les niveaux d'alphabétisation et de concevoir un signe ou logo facile à identifier; qu'il était nécessaire d'envisager un seuil standard;
- (b) Que la simple reprise du libellé du Protocole risquait de dénaturer la cargaison dans ce cas;
- (c) Qu'il était nécessaire de pouvoir repérer l'expédition et d'en connaître le contenu;
- (d) Que si l'expédition ne contenait que des OVM, le document de transport devrait l'indiquer;
- (e) Que l'Article 18 du Protocole devrait être compris dans l'esprit de l'Article 11 et des Annexes II et III du Protocole pour pouvoir établir un lien avec le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (f) Que l'expression "peuvent contenir" est une reconnaissance, dans le Protocole, que les OVM destinés à l'AHAT devraient être traités d'une manière différente par rapport à ceux (OVM) visés aux paragraphes 2 (b) et 2 (c);
- (g) Que dans le cas d'une expédition dont on sait qu'elle contient des OVM, la nature de l'OVM devrait être décrite;
- (h) Qu'il était nécessaire de suivre le libellé du Protocole;
- (i) Que si on sait que l'expédition contient des OVM, on ne connaît pas forcément la nature des transformations auxquelles ils sont destinés;
- (j) Que les consommateurs seraient plus en confiance si des tests et des essais étaient effectués sur des OVM importés et leurs résultats rendus publics;
- (k) Qu'avec la manipulation en vrac, il était impossible d'exclure l'importation d'un LMO quelconque;
- (l) Que lorsque cette information existe il faudra la livrer;
- (m) Que les OVM concernés devraient être identifiés pour s'assurer qu'ils sont conformes à ceux dont l'importation est autorisée par le pays de destination;
- (n) Que lorsque l'on sait que l'expédition contient des OVM, les pays devraient faire une déclaration volontaire à cet effet;

- (o) Qu'il n'y aurait jamais de cargaison pure d'un OVM et que toutes les cargaisons en vrac d'OVM sont, pour des raisons pratiques, mélangées à d'autres marchandises contenant des OVM ou pas;
- (p) Qu'en raison du problème ci-dessus certains pays refusaient d'importer certains produits;
- (q) Que l'expression "peuvent contenir" est une mesure provisoire en attendant la décision de la COP/MOP tel que le prévoit la deuxième phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18;
- (r) Que lorsque des matériaux sont transbordés, tout le monde devrait savoir que des OVM pourraient s'y trouver;
- (s) Que lorsqu'il est établi que des OVM se trouvent dans une cargaison, l'expression "peuvent contenir" devrait être suivie d'une description de l'OVM en question;
- (t) Qu'il était nécessaire de demander avis des juristes pour permettre la clarification des contradictions manifestes dans la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18;
- (u) Qu'il était nécessaire d'adopter une approche de précaution;
- (v) Qu'il était nécessaire d'identifier l'OVM y compris une référence au scénario de transformation et à un identificateur unique, s'il en existe;
- (w) Qu'il était nécessaire de protéger la diversité biologique sans pour autant perturber l'activité commerciale;
- (x) Que l'énumération précise d'OVM était indispensable à leur référencement au niveau du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (y) Que l'effet de certaines propositions émises était de déplacer l'obligation de vérification vers le pays en développement qui n'a pas un accès facile au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (z) Que pour toutes fins pratiques, les courtiers et les exportateurs n'accepteraient pas d'expéditions vers des pays qui refuseraient des cargaisons contenant des OVM et que cette information se trouvait au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (aa) Qu'il y a un problème de dépenses dues au retrait des produits des circuits commerciaux une fois entrés dans le pays;
- (bb) Que le problème du centre d'origine devait être pris en compte et qu'il y avait lieu de se demander quel seuil limite établir, sans perdre de vue les coûts de plus en plus élevés liés à des seuils bas.

36. La Présidence de la réunion avait remarqué que cette question était complexe mais qu'un accord général se dégagait pour dire que dans les cargaisons transportant des céréales en vrac il ne pouvait qu'y avoir un mélange de variétés et que, de ce fait, il serait impossible de garantir l'absence d'OVM. Il a ensuite résumé les discussions et noté que le libellé "peuvent contenir" pourrait constituer un bon point de départ, et couvrirait un certain nombre de manifestations, et qu'une telle information est utile pour le récipiendaire. Cependant, il était également nécessaire de lier l'expression "peuvent contenir" du paragraphe 2 (a) au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et que, si l'expression "peuvent contenir" risquait de ne pas convenir, il reviendrait à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de la rectifier.

37. Au début de la 3^{ème} session, la Présidence a distribué un rapport sur l'état d'avancement de la discussion aux participants à la 1^{ère} et la 2^{ème} sessions. Le Président a réitéré que le texte n'était pas destiné à être un projet de recommandation et qu'il n'était qu'un simple résumé de sa compréhension de ces questions, telles qu'elles ont été abordées par les participants, et sur lesquelles il semble y avoir une grande clarté. Il a demandé aux participants de faire part de leurs observations générales, sur ledit rapport.

38. Des déclarations ont été faites par des experts d'Argentine, Australie, Brésil, Cameroun, Canada, Danemark, Egypte, Equateur, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Communauté européenne, France,

Ghana, Inde, Italie, Jamaïque, Japon, Kenya, Mexique, Namibie, Norvège, Pakistan, Palau, la République de Corée, Suède et le Vietnam ainsi que par les représentants de la Coalition internationale du commerce des céréales, Greenpeace International et du Réseau Tiers Monde.

39. Les intervenants ont soulevé les points suivants:

- (a) Que les références aux OVM-AHAT devrait également inclure les cas de transformation;
- (b) Que la documentation devrait être claire, informative, simple, précise, facile à utiliser et ne devrait pas induire en erreur;
- (c) Que la documentation devrait être adéquate et à la portée;
- (d) Que toute mention de l'expression "peuvent contenir" devrait être spécifiée d'une manière précise;
- (e) Que l'expression "peuvent contenir" n'est pas suffisamment forte;
- (f) Que l'expression "peuvent contenir" n'était qu'une mesure provisoire et qu'il était nécessaire de s'en tenir au libellé du Protocole;
- (g) Qu'il était nécessaire d'avoir une approche internationale harmonisée;
- (h) Qu'une telle approche harmonisée n'existait pas encore;
- (i) Qu'il n'existe encore aucun procédé fiable permettant de déceler la présence accidentelle/non intentionnelle d'OVM dans une cargaison en vrac;
- (j) Qu'une approche simple est donc nécessaire pour la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 et qu'une référence à l'expression "peuvent contenir" est la meilleure solution;
- (k) Que les renseignements doivent être informatifs pour ceux à qui ils sont destinés;
- (l) Qu'il n'était pas sûr que l'importateur serait en mesure de fournir des informations adéquates sur les OVM-AHAT et, qu'en raison de cela, c'est l'exportateur ou son agent qui devrait être le Contact;
- (m) Qu'il y avait besoin pour des recommandations qui suggèrent que l'expression "peuvent contenir" soit traitée et/ou clarifiée;
- (n) Qu'il y avait lieu de noter que les OVM-AHAT étaient destinés à l'alimentation humaine et animale ou à la transformation uniquement;
- (o) Qu'il était nécessaire de saisir et comprendre le libellé de l'Article 11 dans ses passages relatifs aux OVM-AHAT;
- (p) Qu'il y avait lieu d'établir des liens avec le Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (q) Qu'un lien au BCH ne présenterait aucune utilité;
- (r) Qu'il doit y avoir transfert de technologies à ceux qui en ont besoin et qui en sont encore démunis;
- (s) Que les documents commerciaux existants indiquaient le pays d'origine ainsi que la description du matériel transporté;
- (t) Que la description devrait inclure une description de l'opération de transformation;
- (u) Qu'il était possible d'inclure une référence à l'opération de transformation à la présente étape;
- (v) Qu'il était nécessaire de revigorer la confiance des consommateurs et que la fourniture de cette information était de nature à aider à réaliser cet objectif;

- (w) Que c'était l'importateurs qui avait le plus besoin de cette information;
- (x) Qu'il était nécessaire de préciser le nom de la variété d'OVM dans la documentation;
- (y) Qu'il était nécessaire de fournir des informations sur l'organisme hôte et le donateur également;
- (z) Qu'il était nécessaire d'avoir des seuils;
- (aa) Qu'il était nécessaire que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties établisse des valeurs limites afin d'établir des bases de référence;
- (bb) Qu'il n'était pas loisible de suivre cette voie;
- (cc) Que, dans le cas de la spécificité des OVM-AHAT dans une expédition, l'absence de seuil pourrait constituer un problème;
- (dd) Qu'il ne devrait pas y avoir d'augmentation injustifiée des prix des denrées dans le commerce de vrac;
- (ee) Qu'aucun mouvement de transport transfrontières ne devrait avoir lieu sans un contrat préalable entre l'importateur et l'exportateur par lequel chacune des parties pourrait s'assurer que ce contrat serait complété par l'importateur qui prend la livraison de l'expédition;
- (ff) Qu'il y avait un lien entre les éléments à mettre en relief dans un document et la nécessaire formulation de normes internationalement acceptées;
- (gg) Que les importateurs étaient les meilleurs contacts car ils parlent certainement les langues locales d'une part, et sont au courant du contenu des cargaisons d'autre part;
- (hh) Que les marchandises en vrac peuvent contenir des OVM avec un certain nombre de différentes opérations de transformation.

40. Le Président de la réunion a résumé les débats. Il a remercié les participants pour leurs observations relatives à son rapport d'étape et rappelé que les participants ne pouvaient qu'adresser leurs recommandations au CIPC. Il a ensuite demandé aux participants de donner leurs avis sur le lien entre l'expression "peuvent contenir" et l'élaboration des informations supplémentaires. Il a fait remarquer qu'une relation au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques était réalisable à l'heure qu'il était et qui pourrait conduire aux autorités nationales compétentes. Il y avait également besoin de se pencher sur la notion de seuils; tout en sachant que les seuils pouvaient être problématiques, il fallait explorer cette question dans le détail afin de formuler des recommandations au CIPC en vue de procéder aux préparatifs de la première réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties. La Présidence de la réunion a ensuite demandé aux participants de faire connaître leurs points de vue.

La question des seuils en relation avec la présence accidentelle/non intentionnelle d'OVM

41. Des déclarations ont été faites par des experts d'Australie, Cameroun, Canada, Communauté européenne, Norvège, Etats-Unis d'Amérique, Venezuela, et Vietnam ainsi que par les représentants de la Coalition internationale du commerce des céréales et de Greenpeace International.

42. Les intervenants ont soulevé les points suivants:

- (a) Que la qualité des produits était contrôlée et vérifiée d'un bout à l'autre de la chaîne;
- (b) Qu'en ce qui concerne les cargaisons en vrac, il y avait généralement une certaine tolérance pour la présence accidentelle/non intentionnelle de matériels;
- (c) Qu'une faible tolérance aurait nécessairement pour conséquence des prix plus élevés des produits;
- (d) Que la Commission européenne étudiait les normes de tolérance pour les OVM;

(e) Qu'un seuil de cinq pour cent, comme le suggère le représentant du secteur du commerce des céréales, était trop élevé;

(f) Que certaines lois nationales déterminent actuellement un seuil de 2 ou 3 pour cent;

(g) Qu'il était nécessaire de temporiser pour voir quelle expérience aura été acquise avant de recommander un quelconque seuil au CIPC;

(h) Que le CIPC devrait demander une synthèse des pratiques internationales en matière de seuils;

(i) Qu'il était nécessaire pour la Réunion de s'en tenir à son mandat et ses attributions et que la question des seuils ne figurait pas dans ses attributions.

43. A la 4^{ème} session de la réunion, le Président a demandé aux participants de se pencher sur deux autres questions, à savoir: l'introduction accidentelle/non intentionnelle d'OVM dans une cargaison qui n'est pas censée les recevoir et la probabilité que l'expression "peuvent contenir" de l'Article 18 paragraphe 2 (a) pourrait affecter la capacité technique des Parties à appliquer le Protocole.

Présence accidentelle/non intentionnelle d'OVM dans des cargaisons qui ne sont pas censées les recevoir

44. Des interventions ont été faites par des experts d'Allemagne, Argentine, Brésil, Cameroun, Egypte, Etats-Unis d'Amérique, Communauté européenne, Inde, République islamique d'Iran, Jamaïque, Namibie, Norvège, Pakistan, Palau, Suède, Suisse, République unie de Tanzanie, Tunisie ainsi que par les représentants de la Coalition internationale du commerce des céréales et du Réseau Tiers Monde.

45. Les intervenants ont soulevé les points suivants:

(a) Que le Protocole ne s'appliquait pas aux cas de cargaisons hors OVM;

(b) Que la question ci-dessus devait être étudiée dans le contexte des législations nationales;

(c) Que les seuils devraient être liés à l'expression "peuvent contenir", avec un lien au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques pour ne pas trop charger les documents;

(d) Que trop de responsabilité a été placée sur les exportateurs alors qu'ils ne pouvaient pas toujours garantir qu'il n'y aurait pas de cargaison sans OVM;

(e) Que les exportateurs n'avaient plus aucun pouvoir sur l'expédition de la marchandise dès que celle-ci n'était plus entre leurs mains et qu'ils encouraient des risques pour des quantités insignifiantes d'OVM dont la présence dans la cargaison était non intentionnelle;

(f) Que le mélange pourrait se produire dans les préparations pour expédition;

(g) Qu'il pourrait y avoir une clause de non-responsabilité sur les documents déclarant que l'exportateur décline toute responsabilité en cas de contamination lors de l'acheminement;

(h) Que les exportateurs ne devraient pas violer les objectifs du Protocole;

(i) Que si l'exportateur n'est pas responsable en cas de présence d'OVM dans une cargaison, c'est la Partie au Protocole qui devrait porter cette responsabilité;

(j) Qu'il pourrait s'avérer impossible de garantir qu'une cargaison ne contenant pas de LMO-AHAT, comme le blé, ne contenait pas non plus d'OVM d'autres espèces;

(k) Que l'expression "peuvent contenir" avait pour objectif de souligner que des OVM pouvaient être présents dans n'importe quelle cargaison en vrac;

(l) Qu'au titre de mesure provisoire, il faudrait envisager un seuil de 5 pour cent, et qu'un tel niveau n'entraînerait pas de coûts trop élevés;

(m) Que l'expression "ne contient pas d'OGM" était mal appropriée;

- (n) Qu'il faudrait verser une prime pour les basses tolérances;
- (o) Qu'il était pratiquement impossible d'éviter la contamination, par d'autres OVM, dans une cargaison sans OVM;
- (p) Qu'il n'existait pas de tests appropriés pour déterminer l'ampleur de tous les différents types de contamination qui pourraient survenir dans une cargaison;
- (q) Que quand le mélange n'est pas intentionnel, il est incontrôlable ; en revanche, si le mélange est intentionnel, il pourrait être contrôlé;
- (r) Que la documentation devrait indiquer le degré d'incertitude sur la question de savoir si la cargaison contient des OVM ou pas;
- (s) Que le problème était vraiment de savoir comment faire la part des choses de responsabilité entre l'exportateur et l'importateur, surtout lorsque l'importateur se trouve dans un pays en développement;
- (t) Que bien qu'il existât différents niveaux de risque, il fallait déterminer une base de référence;
- (u) Qu'il faudrait une tolérance zéro de la contamination par des OVM;
- (v) Qu'il était possible d'indiquer l'opération de transformation;
- (w) Que l'établissement d'un seuil visait à encourager le commerce;
- (x) Qu'un seuil de 5 pour cent ne pouvait être accepté;
- (y) Que les seuils devraient être décidés par l'acheteur et le vendeur collectivement;
- (z) Que l'exportateur ne devrait pas écarter la probabilité de la présence d'OVM dans une expédition;
- (aa) Qu'il devrait y avoir un échantillonnage pour vérifier la conformité avec les lois et règlements nationaux et qu'une indication des opérations de transformation devraient aider cet effort;
- (bb) Qu'il devrait y avoir des mesures de précaution afin d'isoler les cargaisons contenant des OVM de celles qui n'en contiennent pas;
- (cc) Qu'il était nécessaire d'utiliser la formule "peuvent contenir" assortie d'une liste des opérations de transformation;
- (dd) Que les seuils ne devraient s'appliquer que quand il y a eu introduction intentionnelle d'OVM dans une cargaison;
- (ee) Que l'objet du Protocole était de protéger la biodiversité;
- (ff) Que le secteur économique devrait être encouragé à améliorer ses pratiques et méthodes;
- (gg) Que le secteur économique ne devrait pas fermer les yeux sciemment sur les effets de ses propres pratiques et méthodes;
- (hh) Qu'il était important de protéger la biodiversité, et que les exportateurs devraient fournir des données normalisées et harmonisées sur tout OVM décelé dans une cargaison;
- (ii) Qu'il faut procéder à une étude sur les seuils.

46. Le Président a relevé qu'un certain nombre d'éléments importants ont été soulevés. Il s'agissait, entre autres, de l'application de la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, et des aspects qu'aura à examiner la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, y compris les travaux en cours en préparation de la Conférence des Parties, à l'instar des études.

47. Des interventions ont été faites par des experts d'Australie, Brésil, Danemark; Egypte, Espagne, Communauté européenne, France, Ghana, Inde, République islamique d'Iran, Jamaïque, Japon, Mexique, Namibie et d'un représentant de la Coalition internationale du commerce des céréales.

48. Les intervenants ont soulevé les points suivants:

- (a) Qu'une cargaison pourrait contenir des OVM qui ne sont pas autorisés à l'importation ou des OVM autorisés mais qui dépassent le seuil limite et qui risquent d'être refusés à l'entrée;
- (b) Qu'il pourrait y avoir des OVM autorisés pour une finalité (ex.: alimentation animale) mais pas pour une autre (ex. : alimentation humaine);
- (c) Que le Secrétariat devrait se pencher sur la question des seuils;
- (d) Qu'un seuil de 5% paraissait trop élevé;
- (e) Qu'il était nécessaire pour le secteur économique concerné de revoir ses pratiques et méthodes;
- (f) Qu'une recommandation devrait être adressée à cette industrie lui demandant de revoir ses pratiques et méthodes;
- (g) Que les seuils devraient être souples et flexibles;
- (h) Que la plupart des pays développés appliquent une tolérance zéro aux OVM non approuvés;
- (i) Que la tolérance zéro était la seule tolérance acceptable pour l'environnement;
- (j) Qu'il faudrait une recommandation au CIPC pour qu'il demande davantage d'informations sur les seuils;
- (k) Que l'opération de transformation dans une cargaison est souvent indiquée;
- (l) Que toutes les expéditions ne sont pas des cargaisons en vrac comme les céréales;
- (m) Que la Réunion n'avait pas été mandatée pour discuter les mouvements transfrontières non intentionnels d'OVM-AHAT;
- (n) Que les OVM-AHAT seraient utiles pour les économies des pays en développement;
- (o) Que les OVM-AHAT présentent différents niveaux de risque et que les risques augmentent lorsqu'il y a pollinisation croisée;
- (p) Qu'en attendant la formulation de normes d'échantillonnage scientifique et des techniques de détection, il était nécessaire d'avoir des seuils de tolérance convenus;
- (q) Que des technologies d'essai adéquates sont en cours de développement.

Questions susceptibles d'affecter la capacité technique des Parties à appliquer le paragraphe 2 (a) de l'Article 18

49. Le Président a ensuite demandé aux participants de se pencher sur les questions qui affectent la capacité technique des Parties à appliquer le paragraphe 2 (a) de l'Article 18 et qui devraient être apportées à l'attention du CIPC.

50. Des interventions ont été faites par des experts d'Australie, Allemagne, Inde et Norvège.

51. Les intervenants ont soulevé les points suivants:

- (a) Que toute recommandation faite sur cette question soit destinée à être étudiée par le CIPC en préparation pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole;

- (b) Qu'il était nécessaire d'élaborer un identificateur unique lié au Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques;
- (c) Qu'il était nécessaire de rechercher l'opinion et les conseils de l'industrie sur l'échantillonnage d'OVM accidentels;
- (d) Qu'il était nécessaire de rechercher l'opinion et les conseils des Gouvernements et de l'industrie;
- (e) Que l'expression "peuvent contenir" impliquait l'existence de seuils;
- (f) Que l'expression "peuvent contenir" présentait des difficultés quand il s'agit d'identifier les cargaisons réputées contenir des OVM-AHAT; et
- (g) Que, si l'industrie est tenue de développer des méthodes scientifiques d'échantillonnage et d'identification, les caractéristiques de transformation associés aux OVM sujets à mouvement transfrontières devraient être communiqués également, tout en gardant à l'esprit la nécessité pour la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de confectionner des normes scientifiques.

POINT 4. RECOMMANDATIONS

- 52. A la 5^{ème} session de la réunion, le mercredi 20 mars 2002, les experts ont examiné les projets de recommandations préparés par la Présidence sur la base des discussions.
- 53. Suite à une discussion, à laquelle un certain nombre d'experts ont participé, le Président de la réunion a informé les experts qu'il reformulerait une partie du préambule des recommandations.
- 54. A la 6^{ème} session de la réunion, les experts ont poursuivi leurs débats sur la version révisée du texte des recommandations, modifiée pour y insérer une proposition émanant de l'expert d'Egypte.
- 55. Les experts ont approuvé les projets de recommandations, tels que modifiés dans le cours de la discussion, pour transmission à la troisième réunion du CIPC. Le texte des recommandations est joint en annexe au présent rapport.
- 56. L'expert de Namibie a estimé qu'il devrait y avoir une référence à la destination finale des cargaisons visées au paragraphe 1 (f) des recommandations.
- 57. L'expert de l'Inde s'est exprimé sur le paragraphe 3 (a) des recommandations, disant que l'examen ultérieur des conditions d'identification énoncées à la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 devrait intervenir dans le contexte que l'expression "indique clairement qu'ils 'peuvent contenir' " devrait être examinée, et non pas uniquement le seul segment "peuvent contenir".
- 58. L'expert d'Australie a, quant à lui, estimé que la phrase introductive, ou chapeau, de la recommandation 3 devrait être formulé comme suit : "En ce qui concerne l'application du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, la Réunion d'experts techniques a identifié les questions suivantes qui pourraient faire l'objet d'un examen ultérieur par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole".

POINT 5. QUESTIONS DIVERSES

- 59. Aucune autre question n'a été proposée à discussion.

POINT 6. ADOPTION DU RAPPORT

- 60. Le présent rapport a été adopté le 20 mars 2002, sur la base du projet de rapport présenté par le Rapporteur.

POINT 7. CLOTURE DE LA RÉUNION

61. Après les échanges de courtoisie, la réunion a été clôturée à 16:30 heures le mercredi 20 mars 2002.

Annexe

**RECOMMANDATIONS DE LA RÉUNION D'EXPERTS TECHNIQUES SUR LES
CONDITIONS DU PARAGRAPHE 2 (a) DE L'ARTICLE 18 DU PROTOCOLE DE
CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES**

La Réunion d'experts techniques sur les conditions du Paragraphe 2 (a) de l'Article 18 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques,

Notant le besoin urgent de fournir des orientations aux Parties et Etats sur les modalités d'application de la première phrase du paragraphe 2(a) de l'Article 18 du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, comme condition aux Parties à l'entrée en vigueur du Protocole,

Notant également le lien existant entre l'application de l'Article 11 et l'application du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, et, davantage, que l'opération du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques et la capacité à l'utiliser est fondamentale pour l'application effective du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, notamment pour les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les petits Etats insulaires et les pays à économies en transition,

Notant par ailleurs:

(a) La complexité des questions intervenant dans l'application du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 du Protocole;

(b) L'information fournie par l'industrie sur le mouvement transfrontières des produits agricoles y compris les céréales en vrac, tout en reconnaissant que ce n'est là qu'un exemple de mouvements transfrontières susceptibles de contenir des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à la transformation;

(c) L'état actuel de la méthodologie d'identification des contenus en OVM dans les cargaisons; et,

(d) Les défis que représente l'application de la disposition "peuvent contenir" et la deuxième phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 du Protocole,

Reconnaissant que la recommandation sur l'application de la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 n'affecte, en aucun cas, les droits des Parties:

(a) A prendre une décision, aux termes de leurs législations nationales tout en respectant leurs obligations en vertu du droit international, concernant l'importation d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés;

(b) A prendre d'autres mesures conformément à l'Article 2, paragraphe 4 et à l'Article 11, paragraphe 4, du Protocole, y compris sur l'identification,

Reconnaissant que l'application des conditions énoncées à la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 est à caractère provisoire, en attendant la décision visée à la deuxième phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18,

Reconnaissant aussi que, comme l'indique le rapport de la réunion, des points de vue différents ont été exprimés par un certain nombre d'experts sur ce qu'il y aurait lieu de considérer comme une information nécessaire, aux termes de la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 ou le besoin, éventuel, en informations supplémentaires (dans les sections marquées d'un * dans le texte) susceptibles d'aider davantage dans l'application de la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18,

Consciente que la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole prendra une décision sur les conditions détaillées de la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être

transformés, y compris l'indication de leur identité ainsi que toute identification unique au plus tard deux années après la date d'entrée en vigueur du Protocole,

Soumet les points suivants à l'examen du Comité intergouvernemental pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques:

1. En ce qui concerne les modalités d'application des conditions de la documentation accompagnant les mouvements transfrontières d'organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés, et qui sont énoncées à la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, exigées dès l'entrée en vigueur du Protocole, la Réunion d'experts techniques recommande que:

(a) En attendant l'examen de la nécessité d'élaborer une documentation autonome destinée à accompagner les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés, des mesures devraient être prises par les Parties et les Gouvernements exigeant l'intégration des informations visées à la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 dans la documentation actuelle fournie par l'expéditeur de la cargaison;

(b) La documentation devrait accompagner toutes les cargaisons de produits destinés à l'alimentation humaine ou animale ou à la transformation et qui contiennent intentionnellement des OVM;

(c) La documentation devrait être informative, claire, précise et facile à utiliser;

(d) La documentation devrait indiquer que les produits transportés "peuvent contenir des OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés, qu'ils ne sont pas destinés à une introduction intentionnelle dans l'environnement, * et que des informations supplémentaires sur les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés, est disponible par le truchement du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques";

(e) *Pour faciliter l'accès aux informations du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, les exportateurs devraient être encouragés à fournir des renseignements supplémentaires sur les organismes vivants modifiés se trouvant dans la cargaison, s'ils sont connus et qu'ils ne sont pas déjà fournis ailleurs dans la documentation d'accompagnement, et ce afin de faciliter l'application du paragraphe 2 (a) de l'Article 18;

(f) La documentation devrait comprendre les coordonnées du contact pour un éventuel complément d'informations, indiquer qui devrait, personne physique ou morale, être en possession des informations pertinentes. L'information devrait comprendre les coordonnées détaillées du contact pour pouvoir le joindre le plus rapidement possible, notamment en cas d'urgence. Le Contact peut être l'exportateur, l'importateur ou toute autre personne physique ou morale ou autorité compétente.

2. En ce qui concerne les questions à traiter en préparation de la décision, de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, citée à la deuxième phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18, la Réunion d'experts techniques a indiqué que les questions ci-après devraient être examinées, et recommande que les Parties, les Gouvernements et d'autres parties prenantes compétentes, y compris l'industrie et les organisations non gouvernementales, devraient communiquer des informations, des points de vue et des avis sur:

(a) L'expérience opérationnelle, y compris la pertinence et l'utilité des autres systèmes, normes et dispositions internationaux sur l'efficacité et l'efficacité de l'application de la première phrase du paragraphe 2 (a) de l'Article 18 concernant la réalisation de l'objectif du Protocole;

(b) La nécessité de, et l'élaboration d'un système d'identification unique et harmonisé applicable aux OVM aux termes du paragraphe 2(a) de l'Article 18, en tant qu'outil d'accès direct aux renseignements pertinents;

(c) La nécessité de, et l'élaboration d'une méthodologie économique, accessible, standardisée et internationalement acceptable pour l'échantillonnage, la détection et l'identification d'OVM destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés;

(d) Tous liens pouvant exister entre le paragraphe 2 (a) et le paragraphe 3 de l'Article 18.

3. En ce qui concerne l'application du paragraphe 2(a) de l'Article 18, la Réunion des experts techniques a identifié les questions suivantes pour une étude ultérieure approfondie:

(a) Clarification/élaboration sur l'application du libellé du paragraphe 2(a) de l'Article 18, notamment l'expression "peuvent contenir", lorsque l'identité du/des OVM présent(s) dans la cargaison, destinée à un mouvement transfrontière, est connue et vérifiée;

(b) La question de la présence non intentionnelle/accidentelle d'OVM dans le contexte du paragraphe 2 (a) de l'Article 18;

(c) L'absence de, et l'éventuel besoin d'un, rapport indépendant sur les pratiques actuelles dans la manipulation et les mouvements transfrontières de produits destinés à être utilisés pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés, du fait de leur impact sur l'application du paragraphe 2(a) de l'Article 18, y compris une évaluation des coûts d'application dont les systèmes de Préservation de l'Identité des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine et animale ou à être transformés.
